

HOOFDSTUK IV. — *Uitslagen*

Art. 18. De resultaten houden geen rekening met de antwoorden die niet overeenkomstig de instructies zijn gegeven.

Art. 19. Behalve in geval van geïnformateerde proeven of gedeelten van proeven, geven de leden van de jury de punten door middel van een evaluatierooster. De evaluatierooster wordt vooraf vastgesteld door de Directie Selectie, rekening houdend met de adviezen van de leden van de jury.

Het slagen voor de eerste facultatieve uitschakelende proef wordt vastgesteld op 50 punten op 100.

Het slagen voor het evaluatiegesprek van de bevoegdheden wordt vastgesteld op 60 punten op 100.

Art. 20. Na beraadslaging van de jury, wordt een proces-verbaal opgesteld door de Directie Selectie.

Art. 21. Elke kandidaat wordt per post of per e-mail op de hoogte gebracht van zijn uitslagen op de eerste facultatieve uitschakelende proef, indien georganiseerd, en op het geschiktheidsexamen voor staffuncties.

De lijst van de laureaten wordt overgemaakt aan de personeelsdienst waarvan ze afhangen.

HOOFDSTUK V. — *Delegaties*

Art. 22. De delegaties toegekend aan de secretaris-generaal krachtens dit besluit worden tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering toegekend aan de inspecteur-generaal van het Departement Beheer Human Resources of, indien hij afwezig of verhinderd is, aan de directeur van de Directie Selectie.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 23. Dit besluit is niet van toepassing op de geschiktheidsexamens voor staffuncties die door de Directie Selectie worden bekendgemaakt aan de personeelsdienst vóór de inwerkingtreding ervan.

Art. 24. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 oktober 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205858]

17 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon organisant un régime de subvention en faveur des éleveurs pour l'équipement des pâtures le long des cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, publié le 30 juillet 2013, l'article 14, § 2;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) qui organise l'éligibilité des investissements non productifs liés à la réalisation des engagements pris au titre des paiements agroenvironnementaux ou d'autres objectifs agroenvironnementaux, l'article 41, a);

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 juin 2012;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 11 septembre 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 13 septembre 2012;

Vu l'avis 52.788/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau a pour but principal d'atteindre un « bon état » de toutes les eaux communautaires en décembre 2015;

Considérant que ce bon état implique le respect de normes de qualité contraignantes tant pour l'état écologique que pour la composition chimique du milieu;

Considérant qu'une demande de modification du programme wallon de développement rural proposant une mesure d'aide aux investissements non productifs en application de l'article 41 du Règlement (CE) n° 1698/2005 a été introduite auprès du comité de suivi du 22 décembre 2010 et approuvée par la Commission européenne en date du 3 août 2011;

Considérant la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, les articles 16bis, 17, alinéa 2, 3^o, et 23, § 3, insérés par les articles 12 à 14 du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2013 organisant l'obligation de clôturer les terres pâturées situées en bordure des cours d'eau;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° abreuvoir : tout dispositif placé de manière permanente dans une prairie bordée d'un cours d'eau et permettant l'abreuvement du bétail sans contact direct de celui-ci avec le cours d'eau;

2° bétail : les animaux concourant à la production agricole, à l'exception de la volaille;

3° clôture : tout dispositif placé de manière permanente dans le but d'empêcher l'accès du bétail au cours d'eau;

4° éleveur : au sens du présent arrêté, toute personne physique ou morale qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

- exerce une activité d'élevage du bétail sur le territoire de la Région wallonne;
- dispose d'un siège social sur le territoire de la Région wallonne;
- dispose d'un numéro de producteur.

CHAPITRE II. — Régime de subvention

Art. 2. Pour bénéficier de la subvention, l'éleveur introduit :

1° une déclaration de superficie pour l'année en cours;

2° une demande d'aide de modèle CB recevable, via le site internet de l'Administration;

3° une déclaration d'investissement avec les pièces jointes pour le 30 juin 2015 au plus tard.

Art. 3. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les éleveurs bénéficient d'une subvention afin de couvrir les frais liés à l'installation d'abreuvoirs et de clôtures destinées à empêcher l'accès du bétail aux cours d'eau s'ils respectent les dispositions du présent arrêté.

§ 2. Ces investissements sont réalisés au plus tard :

1° le 31 mars 2014 dans les zones visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2013 organisant l'obligation de clôturer les terres pâturées au bord des cours d'eau;

2° le 31 décembre 2014 dans le reste du territoire.

Art. 4. Seules les prairies pâturées situées le long de la berge d'un cours d'eau sont prises en compte pour le calcul de la subvention en faveur de la pose de clôtures et de l'installation d'abreuvoirs.

Pour bénéficier de cette subvention, les clôtures sont placées à une distance comprise entre un et quinze mètres de la crête de berge. Lorsque deux clôtures sont présentes sur cette distance, seule la clôture la moins longue fait l'objet d'une subvention.

Art. 5. § 1^{er}. Le nombre maximum d'abreuvoirs pouvant donner lieu à l'octroi d'une subvention est fixé comme suit :

1° un abreuvoir de type "pompe à museau" par tranche d'un hectare de prairie;

2° un abreuvoir de type "bac" par tranche de trois hectares de prairie.

§ 2. Un abreuvoir de type « bac » n'est pris en compte pour le calcul de la subvention que s'il a une capacité minimale d'un mètre cube.

§ 3. Toute tranche entamée est admissible au régime de subvention.

Art. 6. Pour être admis au régime de subvention, les travaux remplissent les conditions suivantes :

1° débiter au plus tôt le lendemain de la date d'introduction de la demande d'aide complète et recevable à l'Administration;

2° être facturés au plus tard le 31 mars 2014 pour les zones prioritaires;

3° être facturés au plus tard le 31 décembre 2014 pour le reste du territoire.

Art. 7. § 1^{er}. L'aide consiste en une subvention en capital correspondant à un maximum de 75 % du montant des travaux admissibles.

La subvention est payable en une seule tranche après admission de la demande par l'Administration.

§ 2. Lorsqu'un éleveur exploite des pâtures l'objet des 2 cas de figure visés au de l'article 3, § 2, le dossier de demande d'aide fait l'objet d'une seule demande.

§ 3. Le montant minimum de l'investissement admissible est fixé à 500,00 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.

Les montants maxima hors taxe sur la valeur ajoutée pris en considération pour la détermination du montant admissible de l'investissement sont fixés comme suit :

| | |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------|
| 1° clôture | 1,65 EUR/mètre courant |
| 2° abreuvoir type « pompe à museau », alimentation en eau comprise | 350,00 EUR/pièce |
| 3° abreuvoir type « bac », alimentation en eau comprise | 700,00 EUR/pièce |

§ 4. Lorsque la facture jointe à la déclaration d'investissement comprend l'achat du matériel, ainsi que les travaux de pose des clôtures, le montant global de la facture est pris en considération pour établir le montant de l'investissement admissible.

Lorsque la facture jointe à la déclaration d'investissement comprend uniquement l'achat de matériel, le montant de la facture est majoré d'un montant de 1,15 euro par mètre courant, sans préjudice des montants visés au § 3.

Art. 8. L'Administration procède à la vérification des travaux réalisés et établit un rapport d'acceptation du dossier sur base de la conformité des investissements et de leur correspondance par rapport aux factures fournies.

La décision d'admission ou de non-admission de la demande est envoyée à l'éleveur après la rédaction du rapport d'acceptation.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 octobre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205858]

17. OKTOBER 2013 — **Erlass der Wallonischen Regierung über die Einführung einer Subventionsregelung zugunsten der Züchter für die Ausrüstung der Weiden entlang der Wasserläufe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des am 30. Juli 2013 veröffentlichten Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur, Artikel 14, § 2;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), die die Beihilfefähigkeit nicht produktiver Investitionen im Zusammenhang mit der Durchführung von im Rahmen der Zahlungen für Agrarumweltmaßnahmen oder anderer Agrarumweltziele eingegangener Verpflichtungen regelt, Artikel 41, a);

Aufgrund des am 4. Oktober 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. September 2012 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 13. September 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 20. Februar 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 52.788/4;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik vorrangig darauf abzielt, bis im Dezember 2015 einen "guten Zustand" aller Gewässer in der Gemeinschaft zu erreichen;

In der Erwägung, dass dieser gute Zustand die Beachtung von verbindlichen Qualitätsstandards voraussetzt, sowohl was den ökologischen Zustand als auch die chemische Zusammensetzung des Milieus betrifft;

In der Erwägung, dass ein Antrag zur Abänderung des wallonischen Programms für ländliche Entwicklung zur Einführung einer Beihilfemaßnahme für nicht produktive Investitionen in Anwendung von Artikel 41 der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 im Rahmen der Sitzung des Begleitausschusses am 22. Dezember 2010 eingereicht worden ist und dieser am 3. August 2011 von der Europäischen Kommission gebilligt worden ist;

In Erwägung des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, Artikel 16bis, 17, Absatz 2, 3°, und 23, § 3, eingefügt durch die Artikel 12 bis 14 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft; In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2013 zur Regelung der Verpflichtung, die beweideten Ländereien, die sich entlang der Wasserläufe befinden, einzufrieden;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft und des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Tränke: jede auf einer Weide, an die ein Wasserlauf grenzt, permanent angebrachte Vorrichtung, die das Tränken des Viehs ermöglicht, ohne dass dieses dabei direkten Kontakt zu dem Wasserlauf hat;

2° Vieh: die Tiere, die zur landwirtschaftlichen Erzeugung beitragen, mit Ausnahme des Geflügels;

3° Einfriedung: jede permanent angebrachte Vorrichtung, die den Zugang des Viehs zu dem Wasserlauf verhindern soll;

4° Züchter: im Sinne des vorliegenden Erlasses jede natürliche oder juristische Person, die folgende kumulative Bedingungen erfüllt:

- eine Tätigkeit im Bereich der Viehzucht auf dem Gebiet der wallonischen Region ausüben;
- einen Gesellschaftssitz auf dem Gebiet der wallonischen Region besitzen;
- eine Erzeugernummer besitzen.

KAPITEL II — Subventionsregelung

Art. 2 - Um in den Genuss der Subvention zu gelangen, reicht der Züchter folgende Schriftstücke ein:

- 1° eine Flächenerklärung für das laufende Jahr;
- 2° einen über die Internetseiten der Verwaltung eingereichten zulässigen Beihilfeantrag nach dem Muster CB;
- 3° eine Erklärung über die Investition einschl. Anlagen spätestens am 30. Juni 2015.

Art. 3 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird den Züchtern unter der Bedingung, dass sie die Auflagen des vorliegenden Erlasses erfüllen, eine Subvention gewährt zur Deckung der Kosten für das Anbringen von Tränken und Einfriedungen, um den Zugang des Viehs zu den Wasserläufen zu verhindern.

§ 2. Diese Investitionen sind zu tätigen spätestens am:

1° 31. März 2014 in den Gebieten, die angeführt werden in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2013 zur Regelung der Verpflichtung, die beweideten Ländereien, die sich entlang der Wasserläufe befinden, einzufrieden;

2° 31. Dezember 2014 in allen anderen Gebieten.

Art. 4 - Nur die beweideten Ländereien, die sich entlang der Uferböschung eines Wasserlaufs befinden, werden für die Berechnung der für das Anbringen von Einfriedungen und Tränken gewährten Subvention berücksichtigt.

Um in den Genuss dieser Subvention zu gelangen, müssen die Einfriedungen in einem Abstand zwischen einem und fünfzehn Metern vom oberen Teil der Uferböschung angebracht werden. Befinden sich zwei Einfriedungen innerhalb dieser Entfernung, wird nur für die kürzere der beiden Einfriedungen eine Subvention gewährt.

Art. 5 - § 1. Die Höchstanzahl der Tränken, für die eine Subvention gewährt werden kann, wird wie folgt festgelegt:

- 1° eine Tränke vom Typ "Selbsttränke" pro Abschnitt von einem Hektar Weideland;
- 2° eine Tränke vom Typ "Weidetrog" pro Abschnitt von drei Hektar Weideland;

§ 2. Eine Tränke vom Typ "Weidetrog" wird nur dann für die Berechnung der Subvention berücksichtigt, wenn er eine Kapazität von wenigstens einem Kubikmeter besitzt.

§ 3. Jeder begonnene Abschnitt kann im Rahmen der Subventionsregelung berücksichtigt werden.

Art. 6 - Um im Rahmen der Subventionsregelung berücksichtigt werden zu können, müssen die Arbeiten:

1° frühestens am Tag nach dem Datum des Einreichens des vollständigen und zulässigen Beihilfeantrags bei der Verwaltung beginnen;

2° spätestens am 31. März 2014 für die prioritären Gebiete in Rechnung gestellt werden;

3° spätestens am 31. Dezember 2014 für alle anderen Gebiete in Rechnung gestellt werden.

Art. 7 - § 1. Bei der Beihilfe handelt es sich um eine Kapitelsubvention, die höchstens 75% des Betrags der beihilfefähigen Arbeiten entspricht.

Nachdem der Antrag von der Verwaltung zugelassen wurde, ist die Subvention in einer einzigen Tranche zahlbar.

§ 2. Falls ein Züchter Weiden bewirtschaftet, die den beiden in Artikel 3, § 2 angeführten Fällen entsprechen, so ist die Antragsakte Gegenstand eines einzigen Antrags.

§ 3. Der Mindestbetrag der zulässigen Investition wird auf 500,00 Euro (ohne MwSt.) festgelegt.

Die für die Bestimmung des zulässigen Betrags der Investition berücksichtigten Höchstbeträge (ohne MwSt.) werden wie folgt festgelegt:

| | |
|------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1° Einfriedung | 1,65 EUR/laufender Meter |
| 2° Tränke von Typ "Selbsttränke", einschließlich Wasser- versorgung | 350,00 EUR/Stück |
| 3° Tränke von Typ "Weidetrog", einschließlich Wasser- versorgung | 700,00 EUR/Stück |

§ 4. Falls die der Erklärung über die Investition beigefügte Rechnung den Ankauf von Material betrifft, sowie die Arbeiten für das Errichten der Einfriedungen, so wird der Gesamtbetrag der Rechnung berücksichtigt, um den zulässigen Betrag der Investition zu bestimmen.

Falls die der Erklärung über die Investition beigefügte Rechnung ausschließlich den Ankauf von Material betrifft, so wird der Betrag der Rechnung unbeschadet der in § 3 angeführten Beträge um einen Betrag von 1,15 Euro pro laufenden Meter erhöht.

Art. 8 - Die Verwaltung überprüft die realisierten Arbeiten und fasst einen Bericht zur Genehmigung der Akte ab auf der Grundlage der Feststellung, dass die Investitionen ordnungsgemäß sind und sie den übermittelten Rechnungen entsprechen.

Die Entscheidung, den Antrag zu genehmigen oder ihn abzulehnen, wird dem Züchter im Anschluss an die Abfassung des Genehmigungsberichts übermittelt.

KAPITEL III — *Abschließende Bestimmungen*

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister für Landwirtschaft und der Minister der Umwelt werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Oktober 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205858]

17 OKTOBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering ter invoering van een subsidieregeling ten gunste van veehouders voor het uitrusten van weiden gelegen langs waterlopen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur, bekendgemaakt op 30 juli 2013, artikel 14, § 2;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, die ervoor zorgt dat niet-productieve investeringen die verband houden met het naleven van verbintenissen genomen als landbouw/milieubetalingen of andere landbouw/milieudoelstellingen, artikel 41, a) in aanmerking worden genomen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 juni 2012;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Adviescommissie Waterbeleid), gegeven op 11 september 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 13 september 2012;

Gelet op advies 52.788/4 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat Richtlijn 2006/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid er hoofdzakelijk toe strekt een goede waterkwaliteit te bereiken voor alle communautaire wateren tegen december 2015;

Overwegende dat er voor het bereiken van een goede waterkwaliteit dwingende kwaliteitsnormen nageleefd dienen te worden, zowel voor de ecologische toestand als voor de chemische samenstelling van het milieu;

Overwegende dat een aanvraag tot wijziging van het Waalse programma voor plattelandsontwikkeling met een tegemoetingsmaatregel voor niet-productieve investeringen overeenkomstig artikel 41 van verordening (EG) nr. 1698/2005 bij het opvolgingscomité werd ingediend op 22 december 2010, goedgekeurd door de Europese commissie op 3 augustus 2011;

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, op de artikelen 16bis, 17, lid 2, 3°, en 23, § 3, ingevoegd bij de artikelen 12 tot 14 van het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2013 houdende de verplichting om weidegrond gelegen langs waterlopen te omheinen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° drinkbak : elke uitrusting die permanent in een weide langs een waterloop staat en het laten drinken van vee mogelijk maakt zonder rechtstreeks contact van het vee met de waterloop;

2° vee : dieren voor landbouwproductie, pluimvee uitgezonderd;

3° omheining : elke uitrusting die permanent opgesteld blijft om te verhinderen dat vee toegang krijgt tot een waterloop;

4° veehouder : in de zin van dit besluit, elke natuurlijke of rechtspersoon die aan alle volgende voorwaarden voldoet :

- een activiteit als veefokker uitoefenen op het grondgebied van het Waalse Gewest;
- over een maatschappelijke zetel beschikken op het grondgebied van het Waalse Gewest;
- over een producentennummer beschikken.

HOOFDSTUK II. — *Subsidieregeling*

Art. 2. Om voor de subsidie in aanmerking te komen, worden door de veehouder ingediend :

- 1° een oppervlakte-aangifte voor het lopende jaar;
- 2° een ontvankelijke tegemoetkomingsaanvraag CB-model via de website van de administratie;
- 3° een investeringsaangifte met bijlagen, tegen uiterlijk 30 juni 2015.

Art. 3. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten krijgen de veehouders een subsidie om de kosten te dekken voor de installatie van drinkbakken en het omheinen van de weidegronden om te verhinderen dat vee de waterlopen kan bereiken, als ze de bepalingen van dit besluit naleven.

§ 2. Die investeringen komen uiterlijk tot stand :

- 1° op 31 maart 2014 in de gebieden bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2013 houdende de verplichting om weidegrond gelegen langs waterlopen te omheinen;
- 2° op 31 december 2014, voor het overige deel van het grondgebied.

Art. 4. Enkel de begraasde weidelanden gelegen langs oevers van waterlopen worden betrokken bij de berekening van de subsidie voor het plaatsen van omheiningen en drinkbakken.

Om die subsidie te krijgen, worden de omheiningen op een afstand geplaatst gaande van één tot vijftien meter ten opzichte van de top van de oever. Wanneer twee omheiningen op die afstand aanwezig zijn, wordt enkel de minst lange omheining gesubsidieerd.

Art. 5. § 1. Het maximaal aantal drinkbakken waarvoor een subsidie bekomen kan worden, wordt berekend als volgt :

- 1° een drinkbak met weidepomp per fractie van één hectare weide;
- 2° een drinkbak met waterschaal per fractie van drie hectare weide.

§ 2. Een drinkbak met waterschaal wordt enkel in overweging genomen voor de berekening van de subsidie als hij een minimuminhoud van één kubieke meter heeft.

§ 3. Ook onvolledige fracties komen voor subsidie in aanmerking.

Art. 6. Om voor de subsidieregeling in aanmerking te komen, voldoen de werken aan volgende voorwaarden :

- 1° starten ten vroegste daags na de datum van indiening van de volledige en ontvankelijke tegemoetkomingsaanvraag bij het bestuur;
- 2° gefactureerd worden tegen uiterlijk 31 maart 2014 voor de prioritaire gebieden;
- 3° gefactureerd worden tegen uiterlijk 31 december 2014 voor het overige deel van het grondgebied.

Art. 7. § 1. De tegemoetkoming is een kapitaalsubsidie die overeenstemt met maximum 75 % van het bedrag van de in aanmerking komende werken.

De subsidie wordt in één enkele keer uitbetaald na aanvaarding van de aanvraag door het bestuur.

§ 2. Wanneer een veehouder weidegronden in bedrijf heeft waarvan sprake in artikel 3, § 2, wordt voor het tegemoetkomingsaanvraagdossier slechts één aanvraag ingediend.

§ 3. Het minimumbedrag van de in aanmerking komende investering wordt vastgesteld op 500,00 euro, btw niet meegerekend.

De maximumbedragen, btw niet meegerekend, die bij de berekening van het toelaatbare bedrag van de investering betrokken zijn, worden vastgesteld als volgt :

| | |
|------------------------------------------------------------|------------------------|
| 1° omheining | 1,65 EUR/lopende meter |
| 2° drinkbak type weidepomp, waterbevoorrading inbegrepen | 350,00 EUR/stuk |
| 3° drinkbak type waterschaal, waterbevoorrading inbegrepen | 700,00 EUR/stuk |

§ 4. Wanneer de bij de investeringsaangifte gevoegde factuur de aankoop van materieel bevat, evenals werken voor het plaatsen van de omheiningen, wordt het globale bedrag van de factuur in overweging genomen om het bedrag van de toelaatbare investering vast te leggen.

Wanneer de bij de investeringsaangifte gevoegde factuur enkel de aankoop van materieel bevat, wordt het bedrag van de factuur verhoogd met 1,15 euro per lopende meter, onverminderd de bedragen bedoeld in § 3.

Art. 8. De administratie gaat na of de werken zijn uitgevoerd en stelt een verslag voor de aanvaarding van het dossier op, op grond van de conformiteit van de investeringen en hun overeenstemming met de geleverde facturen.

De beslissing of de aanvraag al dan niet toegelaten wordt, wordt de veehouder toegezonden na opstelling van het aanvaardingsverslag.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 10. De Minister van Landbouw en de Minister van Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 17 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO